



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.154/4
du 11 avril 2018

advies 63.154/4
van 11 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté de l'Exécutif de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 29 juin 1992 relatif aux
commissions de concertation'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Executieve
van 29 juni 1992 betreffende
de overlegcommissies'

Le 13 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 avril 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Wanda VOGEL, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 avril 2018.

*

Op 13 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 april 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Wanda VOGEL, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

« [c]haque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Or le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation et le préambule ne la vise pas.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire et il en sera fait mention au préambule ¹.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Les articles 49 et 92 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après, en abrégé, le « CoBAT ») ne confèrent pas de fondement légal au projet d'arrêté.

Aussi, dans l'alinéa 1^{er}, la mention de ces dispositions sera omise.

¹ Voir par exemple l'avis n° 62.989/4 donné le 14 mars 2018 sur un projet devenu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2018 'modifiant l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2002 fixant la liste des travaux insalubres, incommodes, pénibles ou pouvant provoquer des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude chez les agents qui en sont chargés, qui justifient l'octroi d'une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62989.pdf>.

DISPOSITIF

Article 2

En prévoyant que la règle qu'il fixe s'applique dans les hypothèses visées à l'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 'relatif aux commissions de concertation', l'article 3, alinéa 4, en projet méconnaît l'article 9, § 2, 4°, du CoBAT, qui, en sa version résultant de l'ordonnance du 30 novembre 2017, consacre, sans l'assortir de la moindre exception, le principe suivant lequel la présidence de la commission de concertation est assurée par l'administration en charge de l'urbanisme lorsque la demande porte sur un projet d'intérêt régional en matière de mobilité.

Aussi, dans l'article 3, alinéa 4, en projet, les mots « aux alinéas 2 et 3 » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 2 ».

Article 6

Les modifications que le projet d'arrêté apporte à l'arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 tendent tout particulièrement à tenir compte des modifications que l'article 10 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 a apportées à l'article 9 du CoBAT.

En ce qu'il a cet objet, l'arrêté en projet ne pourra donc entrer en vigueur avant que l'article 10 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 n'entre lui-même en vigueur, c'est-à-dire un an après la publication de ladite ordonnance au *Moniteur belge* ².

Il est douteux qu'en prévoyant, dans l'article à l'examen, que l'arrêté en projet entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*, le Gouvernement ait tenu compte de cet élément ³.

En tout état de cause, il appartient au Gouvernement de prendre les mesures requises pour s'assurer qu'aucune disposition du projet d'arrêté n'entre en vigueur avant que n'entre en vigueur la disposition de nature législative qu'elle exécute.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Pour chaque article modifié ou remplacé, il y a lieu de mentionner l'historique de ses modifications antérieures ⁴.

² Conformément à l'article 343, alinéa 1^{er}, 2°, de celle-ci.

³ Selon la note aux membres du Gouvernement, le projet d'arrêté fait partie d'un ensemble de projets d'arrêtés considérés comme prioritaires en raison du fait qu'ils concernent les titres II et III du CoBAT. La note aux membres du Gouvernement se réfère ainsi manifestement à la circonstance qu'en vertu de l'article 343, alinéa 1^{er}, b), de l'ordonnance du 30 novembre 2017, les dispositions de celle-ci qui modifient les titres II et III du CoBAT entreront en vigueur le dixième jour suivant la publication de l'ordonnance au *Moniteur belge*. Tel n'est cependant pas le cas de l'article 10 de l'ordonnance du 30 novembre 2017 puisque l'article 9 du CoBAT, que modifie cet article, figure dans le titre I^{er}, et non pas dans le titre II ou le titre III, du CoBAT.

Ainsi, la phrase liminaire de l'article 1^{er} sera rédigée de la manière suivante :

« L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2015 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mars 2017, est remplacé comme suit : ».

La phrase liminaire de l'article 2 sera rédigée comme suit :

« L'article 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 19 mars 2009 et 8 mai 2014, est modifié comme suit : ».

La phrase liminaire de l'article 3 sera rédigée comme suit :

« L'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2009, est remplacé comme suit : ».

L'article 4, *initio*, du même arrêté sera rédigé comme suit :

« Dans l'article 8, § 4, première phrase, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014, les mots [la suite comme au projet ...] ».

*

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTE

Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt:

“Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende [akte] vanuit het oogpunt van *handistreaming*. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie en in de aanhef wordt er niet naar verwezen.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste vervuld wordt en moet een verwijzing ernaar opnemen in de aanhef.¹

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De artikelen 49 en 92 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als “BWRO”) bieden geen rechtsgrond voor het ontwerpbesluit.

In het eerste lid dient de vermelding van die bepalingen dan ook te worden geschrapt.

¹ Zie bijvoorbeeld advies 62.989/4, gegeven op 14 maart 2018 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 maart 2018 ‘tot wijziging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 23 juli 2002, tot vaststelling van de lijst van ongezonde, hinderlijke of lastige werken of werken die gevoelens van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproepen bij de personeelsleden die ermee belast zijn, die de toekenning van een vaste uurtoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtvaardigen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62989.pdf>.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Doordat het ontworpen artikel 3, vierde lid, een regel vaststelt die geldt voor de gevallen bedoeld in het derde lid van artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 ‘betreffende de overlegcommissies’, is dat vierde lid in strijd met artikel 9, § 2, 4°, van het BWRO, dat – in de versie die voortvloeit uit de ordonnantie van 30 november 2017 – het beginsel huldigt volgens welk het voorzitterschap van de overlegcommissie wordt waargenomen door het bestuur belast met stedenbouw wanneer de aanvraag betrekking heeft op een project van gewestelijk belang inzake mobiliteit, zonder dat daar ook maar enige uitzondering aan wordt verbonden.

In het ontworpen artikel 3, vierde lid, moeten de woorden “in het tweede en het derde lid” dan ook worden vervangen door de woorden “in het tweede lid”.

Artikel 6

De wijzigingen die bij het ontwerpbesluit worden aangebracht in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992, strekken er in het bijzonder toe rekening te houden met de wijzigingen die bij artikel 10 van de ordonnantie van 30 november 2017 zijn aangebracht in artikel 9 van het BWRO.

In zoverre het ontwerpbesluit daartoe strekt, mag het dus niet in werking treden voordat artikel 10 van de ordonnantie van 30 november 2017 zelf in werking treedt, dat wil zeggen één jaar na de bekendmaking van die ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*.²

Het valt te betwijfelen dat de regering, door in het voorliggende artikel te bepalen dat het ontwerpbesluit in werking treedt de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met dat gegeven rekening heeft gehouden.³

De regering moet hoe dan ook de nodige maatregelen nemen om zich ervan te vergewissen dat geen enkele bepaling van het ontwerpbesluit in werking treedt voordat de bepaling van wetgevende aard waaraan ze uitvoering geeft, in werking is getreden.

² Overeenkomstig artikel 343, eerste lid, 2°, van de betreffende ordonnantie.

³ Volgens de nota aan de leden van de regering maakt het ontwerpbesluit deel uit van een geheel van ontwerpbesluiten die als prioritair worden beschouwd vanwege het feit dat ze betrekking hebben op de titels II en III van het BWRO. In de nota aan de leden van de regering wordt dan ook klaar en duidelijk verwezen naar de omstandigheid dat, krachtens artikel 343, eerste lid, b), van de ordonnantie van 30 november 2017, de bepalingen van die ordonnantie waarbij de titels II en III van het BWRO zijn gewijzigd, in werking moeten treden op de tiende dag na de bekendmaking van de ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*. Dat is echter niet het geval voor artikel 10 van de ordonnantie van 30 november 2017, aangezien artikel 9 van het BWRO, dat bij dat artikel is gewijzigd, deel uitmaakt van titel I, en niet van titel II of titel III, van het BWRO.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Bij elk artikel dat wordt gewijzigd of vervangen dient melding te worden gemaakt van de opeenvolgende vroegere wijzigingen die daarin zijn aangebracht.⁴

Zo moet de inleidende zin van artikel 1 worden geredigeerd als volgt:

“Artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies, vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2015 en gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 maart 2017, wordt vervangen als volgt:”.

De inleidende zin van artikel 2 moet worden geredigeerd als volgt:

“Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2009 en 8 mei 2014, wordt gewijzigd als volgt:”.

De inleidende zin van artikel 3 moet worden geredigeerd als volgt:

“Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt:”.

Artikel 4, *initio*, van hetzelfde besluit moet worden geredigeerd als volgt:

“In artikel 8, § 4, eerste zin, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 8 mei 2014, worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp)”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113.